



n°34, Printemps 2024

participation aux frais libre, mais nécessaire

**17 juin 1942, à Washington :** Tandis que le printemps s'achève, le président des USA appose un accord laconique sur le document ouvrant la voie aux déluges nucléaires qui, trois étés plus tard, s'abattent sur les populations civiles d'Hiroshima et Nagasaki : «O.K, FDR» (Franklin Delano Roosevelt)

## Un formidable héritage !

**S**OUS LE FLUX des relations virtuelles qui l'organisent, le monde contemporain souffre d'une vaste accumulation de problèmes, dont les solutions envisagées par les tenants du système qui les produit consistent, pour l'essentiel, en une aberrante fuite en avant.

Des guerres d'Ukraine et de Palestine jusqu'aux Jeux Olympiques, un monstrueux déploiement de technologies dernier cri ne parvient à surpasser l'antique Rome du *Panem et circenses* que par la médiocrité de pensée, nourrie de stupide suffisance, des classes dirigeantes.

Dépouillés de nos propres existences, nous sommes plusieurs milliards d'êtres humains soumis, et consentants pour beaucoup, à une maigre bande de misérables prédateurs. Celle qui domine, gouverne et exploite en détruisant, pour entretenir des mégalomanies et assouvir ses soifs malades de puissance assise sur les armes. Autant de cons malfaisants qui croient que l'on peut être à force d'avoir.

Les éclats d'or et de diamants de ses colossales fortunes n'y peuvent rien, ce monde est en faillite. Le voici au bord d'un effondrement dont celui de l'ex URSS pourrait bien avoir été le modèle. Mais le prix risque aujourd'hui d'être bien plus élevé. Pour ne pas périr au milieu des ruines, il nous faut anticiper sur la chute. Intensifier ce qui en se manifestant déjà à petite échelle lézarde les fondations, en dépit des artifices gouvernementaux qui tendent à réduire le bas de

la pyramide sociale à l'état de troupeau obéissant.

Si, au cours des mouvements sociaux des dernières années, c'est à l'encontre des Gilets jaunes et des oppositions à l'accaparement de l'eau par l'agro-industrie que la répression s'est montrée la plus féroce, c'est bien parce que le territoire est un enjeu déterminant dans le conflit qui oppose fondamentalement la fraction des propriétaires du monde et les foules dominées, opprimées, dépossédées, enchaînées à l'organisation capitaliste.

Ancrage territorial et action directe sont les caractères essentiels d'une suite qui va des Sans culotte aux Gilets jaunes, en passant par les Bourses du Travail. Nous devons à ces dernières la conceptualisation pratique du syndicalisme révolutionnaire et de la Grève générale. Formidable héritage qu'il est grand temps de réactiver. Pour que le monde futur que nous souhaitons ait quelque chance de voir le jour, il faut commencer à le construire, à l'organiser ici et maintenant !

# Le Cinéma du Peuple

**E**N OCTOBRE 1913 se crée la *Société coopérative Le Cinéma du Peuple*. L'article 6 de l'acte de fondation révèle ses principes libertaires : la société s'interdit toute action et propagande électorales ; La société s'efforcera d'élever l'intellectualité du peuple. Elle restera constamment en communion d'idées avec les groupements divers du prolétariat qui sont basés sur la lutte de classes et qui ont pour but la suppression du salariat par une transformation sociale économique.

Les premiers souscripteurs sont Yves Bidalement, militant syndicaliste des chemins de fer ; Robert Guérard, chansonnier (plus tard il vendra ses chansons au profit du Cinéma du peuple) ; Paul Benoist, cordonnier ; Gustave Cauvin, futur directeur de l'Office régional du cinéma éducateur de Lyon ; Félix Chevalier, coiffeur ; Henriette Tilly, mécanicienne ; et Camille Laisant, qui se dit littérateur. Parmi les fondateurs : Sébastien Faure (fondateur du *Libertaire*), Jean Grave (administrateur des *Temps nouveaux*), Pierre Martin (rédacteur au *Libertaire*), André Girard (rédacteur des *Temps nouveaux*), Charles-Ange Laisant, mathématicien anarchiste.

Le programme, tel qu'il fut publié dans *Le Libertaire* le 13 septembre 1914, est clair : « Notre but est de faire nous-mêmes nos films, de chercher dans l'histoire, dans la vie de chaque jour, dans les drames du travail, des sujets scéniques qui compenseront heureusement les films ordures servis chaque soir au public ouvrier (...). De toutes nos forces nous combattons l'alcool, comme nous combattons la guerre, le chauvinisme stupide, la morale bourgeoise et inepte ».

En janvier 1914 est projeté à Paris le premier film, *Les Misères de l'aiguille*, où une femme, interprétée par Musidora, aux prises avec les difficultés de la vie, n'est sauvée que grâce à l'action solidaire des travailleurs. Il est réalisé par Armand Guerra, qui réalisera aussi la Commune, dont il ne tournera pas la deuxième partie à cause du premier conflit mondial qui interrompit *Le Cinéma du Peuple*, parmi bien d'autres projets. Entre temps ont vu le jour : *Les obsèques du citoyen Francis de Pressensé*, *Le Vieux docker*, *L'hiver, plaisirs de riches ! Souffrances des pauvres*, *Francisco Ferrer*, *Biribi*.

## Causerie de Lucien Descaves précédant la première projection des *Misères de l'Aiguille* (extraits)

«Le cinéma étant aujourd'hui reconnu d'utilité publique, les organisateurs de cette soirée se sont demandé si le moment n'était pas venu d'en faire un instrument d'enseignement, de propagande et d'émancipation. Il me semble que le cinéma tel que nous le comprenons, met aux mains du peuple non seulement les moyens de s'instruire et de s'émanciper, mais le moyen aussi de gagner à sa cause, beaucoup de ceux

qui n'ont qu'une faible notion des droits, des misères et des revendications du prolétariat.

Il y a quelques jours, je m'efforçais de faire partager à un de mes vieux amis, mon enthousiasme pour le *Cinéma du Peuple* ! À mon vif étonnement, je n'y parvins pas.

Bien au contraire, cet ami me dit amèrement :

— Ah ! voilà encore un beau feu de paille, une tentative vouée fatalement à l'insuccès !

— Pourquoi ?

— Vous le demandez ? Mais parce que son titre la condamne !

— Je ne comprends pas.

— C'est pourtant bien simple. Est-ce que vous avez jamais vu un Théâtre dit du peuple, réussir ? Les gens riches, la bourgeoisie même, n'y viennent pas — et l'ouvrier, l'employé, le travailleur, le peuple enfin, n'y vient pas davantage, mais pour d'autres raisons.

— Lesquelles ?

— Le peuple n'aime pas à ce qu'on l'invite à s'amuser pour ainsi dire en famille. Il veut pouvoir prendre son plaisir où il le trouve. C'est lui faire injure que de lui destiner expressément certains spectacles. On a l'air de ne pas le trouver digne des autres. Alors qu'arrive-t-il ? C'est que plus vous l'en détournez, plus il y court ! Voilà sans doute pourquoi ce qui manque et ce qui manquera toujours le plus à un théâtre du peuple, c'est un public populaire !

Mon vieil ami se trompe, et j'espère bien que l'avenir de cette entreprise le lui prouvera.

Hélas ! Il est trop vrai que les théâtres du peuple à la naissance desquels j'ai assisté, sont tous morts jeunes. Une troupe en chair et en os, ça représente des frais, beaucoup de frais. Pour les couvrir, il faut réaliser des recettes, de grosses recettes. Or, un théâtre populaire mentirait à son titre, si le prix des places y était élevé !

Le cinéma, par le fait seul qu'il n'a besoin pour s'installer que de la première salle venue, salle d'école, salle de mairie, salon pour nous, grange (et même à défaut de salle, une place publique), est essentiellement populaire. Au cinéma, le peuple est chez lui. C'est lui qui daigne admettre dans sa compagnie le bourgeois et sa famille. Et voilà les rôles renversés ! Les gens de là-haut n'ont plus rien à envier aux gens de la haute !

En effet, un petit cinéma de quartier peut faire passer sur l'écran exactement les mêmes films qu'un grand music-hall. La modicité des frais de toute sorte permet de ne plus faire payer au spectateur 10 ou 12 F un fauteuil d'orchestre, et c'est une considération à laquelle le bourgeois même est sensible. Le spectacle étant enfin à la portée de toutes les bourses, l'égalité s'établit par en bas, preuve que le cinéma est essentiellement démocratique.

Eh bien ! nous allons saisir l'occasion de l'instruire, ce bourgeois qu'une raison d'économie

# LA LUTTE ENTHOUSIASMANTE DES JEUNES DE BELLEVILLE

**S**IX PERSONNES sans abri sont mortes de froid en janvier en France — officiellement, en réalité probablement plus— dans un des pays les plus riches du monde. Le plan Grand Froid a consisté... à laisser dans la rue des centaines d'hommes, de femmes, d'enfants et même de bébés. Avec les lois Macron-Darmanin, l'inversion des valeurs est telle qu'un élu socialiste lance à des jeunes solidaires de leurs frères dormant dans la rue : «*Vous êtes incorrects!* »

La non-assistance à personne en danger serait donc devenue « *correcte* » ?!!! Et chaque hébergement doit être arraché par une bataille acharnée, d'autant que la Préfecture cherche à “nettoyer” Paris de tous les pauvres en prévision des JO. Bravant la répression policière, les menaces d'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français), des migrants mineurs non accompagnés se sont constitués en collectifs soutenus par des habitants dans différents quartiers de la capitale (collectif du Parc de Belleville, de Saint-Méry, de Pont-Marie, de Gare de Lyon, de Pont-Neuf, de Gare de Saint-Cloud etc.).

Interpellant le Maire du XXe lors de ses vœux le 17 janvier, aux cris de : «*Nous dormons dans*

*la rue ! Un toit c'est un droit !*», les migrants mineurs non accompagnés, avec le soutien de nombreux habitants du XXe, arrachaient 29 hébergements.

Quelques jours plus tard, lors d'un grand raout organisé par la Mairie de Paris contre la loi Darmanin, pour la convivialité et l'accueil des migrants, Mme Hidalgo n'appréciait guère l'intervention des jeunes mineurs non accompagnés (prôner l'accueil des migrants sans migrants, c'est mieux?).

À un conseiller qui essayait de les faire taire au nom de la «*démocratie*», un jeune du collectif lançait : «*Quelle démocratie ? Ils dorment dans la rue !*». Plusieurs dizaines d'hébergements étaient arrachés à nouveau ce jour-là.

Le 6 février, une nouvelle action s'est déroulée à la Mairie du 4e arrondissement reconvertie en Académie du Climat, derrière l'Hôtel de Ville. Citons le communiqué du Collectif du Parc de Belleville :

*«L'action du 6 février, qui ne devait être qu'un rassemblement, est devenue une occupation pour protester contre la police qui ce même jour avait entièrement dégagé les tentes et les affaires*

*des dizaines de jeunes qui chaque nuit dorment sous le Pont-Neuf à Paris.*

*Plus encore, c'est une étape déterminante qui a été franchie par les mineurs isolés qui s'organisent depuis septembre au sein du Collectif des jeunes du Parc de Belleville: mercredi, ils ont constitué une délégation de mineurs isolés (accompagnés de 3 soutiens) qui a rencontré une délégation représentant l'Hôtel de Ville de Paris.*

*Ce sont désormais plus de 450 mineurs isolés qui sont hébergés grâce aux actions qu'ils ont organisées depuis le mois de novembre. Les mineurs isolés en appellent à toutes et à tous à résister [...] à ne pas accepter l'inacceptable, à ne pas se rendre complices de leur abandon.»...*

Par leur courage, par leur solidarité, les mineurs isolés ont réalisé l'unité des collectifs et des organisations : leur détermination a contraint la Mairie de Paris à leur apporter son soutien.

**ILS NOUS MONTRENT LA VOIE !  
RÉPONDONS PRÉSENTS À  
LEUR APPEL !**

(Le Petit Gilet, «*édité par les Gilets Jaunes de Paris-Sud et de Belleville, fâchés mais pas fachos*», n°5 du 23 février 2024 / contact : lepetitgilet@laposte.net)

nous envoie. La classe ouvrière va lui donner un autre exemple que l'abaissement du prix des places : l'exemple dans la qualité des spectacles. Il est agaçant de toujours entendre dire que l'exemple vient d'en haut : nous allons le faire venir d'en bas.

C'est là que nous attendions le “Cinéma du Peuple”, et vous serez reconnaissants tout à l'heure, à nos camarades, de n'avoir pas trompé cette attente.

Eh bien ! c'est à nous d'en profiter pour introduire dans les plaisirs du peuple, ces grains d'enseignement, d'éducation et d'émancipation que l'alcool ne contient pas, ne contient jamais !

Tel est le programme du “Cinéma du Peuple”. Il tient en trois mots : amuser, instruire, émanciper enfin, par les réflexions d'un ordre élevé et d'une portée sociale que susciteront des scènes de

la vie du peuple véridiques, sincères, et comportant une moralité que le spectateur dégagera de lui-même.

Vous allez dire tout à l'heure à nos camarades s'ils ont rempli ce programme.»

Is

## Ressources

- Éric Jarry, « L'aventure de la Coopérative du « Cinéma du Peuple » », *le Monde libertaire*, n° 1251, 27 septembre 2001

- Laurent Mannoni, « Création de la société “ Le Cinéma du Peuple ” », 1895, Hors série, « L'année 1913 en France », octobre 1993

Jean-Paul Morel (archiviste auprès des fonds Henry Poulaille et Elie Faure), *Lucien Descaves : pour le « Cinéma du Peuple »* - A consulter : <https://doi.org/10.4000/1895.4394>  
Lucien Descaves : préfacier des mémoires de Gustave Lefrançais, 1902, auteur de *Philémon, Vieux de la Vieille* (1913), et scénariste de *La Commune de Guerra*

## Digression sur la rêverie anarchiste

**I**L EST FORT POSSIBLE que l'anarchisme vaille davantage par son imaginaire que par ses constructions théoriques. Les marxistes en ont d'ailleurs fait matière à gausserie. C'était ignorer que les rêves durent plus longtemps que les théories, celui de l'émancipation en particulier. C'est précisément cette addiction à la rêverie, à sa quête effrénée, qui rend en principe les anarchistes curieux de toute révolte sociale. Quand Bakounine va à Lyon, puis à Marseille, pour participer aux émeutes communalistes de 1870-1871, Marx se contente, pendant la Commune de Paris, d'y déléguer quelques-uns des siens pour lui fournir des notes qui lui serviront à rédiger *La Guerre Civile en France*. Pour le premier l'événement révolutionnaire enflamme le rêve émancipateur ; pour le second, il est matière à faire un livre, grand livre au demeurant, devant nourrir son œuvre théorique. Je n'en tire pas une conclusion, je pointe une différence.

L'autre différence est de style. C'est en retournant le stigmatisme identitaire d'«anarchistes» (entendons par-là de «bordélistes») dont les marxistes les avaient affublés que les anti-autoritaires de la Première Internationale le reprisent à leur compte. Par défi, en somme. «Ah ! bon, “anarchistes”, dites-vous, très bien : *anarchistes*, ce sera.» Le style, c'est important. Et puis, tracer son empreinte comme exilés terribles du sort commun, ça a de la gueule, non ? Surtout, quand cette empreinte a déjà une longue histoire : celles des «enragés» et des «sectionnaires» de la Grande Révolution, qui s'étaient eux-aussi faits traiter d'anarchistes par les bourgeois, y compris robespierristes, qui voulaient la canaliser, avant de choisir de l'écraser.

Le retour du refoulé s'accompagne toujours d'un ressourcement mythique. Il opère au prix d'une réappropriation imaginaire des combats gagnés d'avoir été provisoirement perdus. Car on sait aujourd'hui que, sur le terrain des révolutions du XX<sup>e</sup> siècle, les supposées victoires ont toujours été des défaites assurées. Et pour longtemps.

À maintenir vivant le fil de la mémoire des anciennes révoltes sociales, on peut se faire une idée de ce qui s'y joua d'essentiel en matière de réappropriation de notre indéfectible humanité rebelle dans ce présent-passé —et de ce s'y joue encore dans l'ici et maintenant de nos soulèvements. C'est à le retisser, ce fil, qu'il nous faut nous atteler, pour faire lien

imaginaire entre l'hier, l'ailleurs et l'aujourd'hui. Car chaque révolte sociale, aussi étroite soit-elle dans ses objectifs et à quelque échec qu'elle puisse mener, est toujours l'esquisse d'une promesse infinie : celle d'un assaut répété contre l'état des choses. Se ressaisir de l'ancienne mémoire des combats perdus, c'est armer notre détermination pour ceux d'aujourd'hui. Contre tous les pouvoirs constitués ou émergents. Et d'abord ceux qui s'entêtent, au sein même de notre camp, à penser les mouvements comme devant être canalisés. La nouveauté de ces temps, c'est que, depuis les Gilets jaunes, personne ne souhaite plus être canalisé, dressé, parqué, manipulé, que l'horizontalité est redevenue une aspiration première et le refus des représentants un choix stratégique. On pourrait y voir, et ce ne serait pas faux, un exemple-type de retour du refoulé de la vieille mémoire, mais à condition d'y voir aussi une réélaboration spontanée d'anciennes formes de lutte. De même que, sous un autre nom —le «désarmement»—, on assiste à un retour, comme méthode, de la très ancienne forme du sabotage, un temps statutairement admis, rappelons-le, par la CGT syndicaliste révolutionnaire des origines, comme faisant pleinement partie, au même titre que la grève générale, de l'arsenal des moyens à mettre en œuvre pour lutter contre l'exploitation et la domination. Là encore, la connexion est avérée entre deux temporalités distantes d'un gros siècle et, là encore, elle indique que, d'allers en retours, notre présent perpétuel de la soumission peut voler en éclats d'anarchie.

Il faudrait réécrire le refrain de *L'Internationale* en modifiant substantiellement son accroche. Car ce n'est plus du «passé» qu'il faut faire table rase, mais du «présent». «C'est l'identification du présent perpétuel comme adversaire fondamental —écrit Jérôme Baschet dans *Défaire la tyrannie du présent*— qui conduit à proposer une alliance stratégique entre passé et futur.» Une alliance contre la désespérance et l'oubli, en quelque sorte, qui permettrait d'inverser la grammaire des temps historiques en rompant avec le vieil révolutionnisme marxiste —ce progressisme enchanté, mais très peu enchanteur, en réalité.

Depuis la Révolution espagnole de l'été 1936, les subversions les plus porteuses d'espérance de ces dernières décennies sont désormais celles qui, comme le disait le sous-commandant Marcos, défient «le désenchantement du présent en posant un pied dans le passé et l'autre dans le futur». Contre la «fin de l'his-

toire» des néo-libéraux et la vague postmoderne qui l'accompagne en mettant en cause la possibilité même de penser une perspective historique cohérente. «Notre lutte —pouvait-on lire dans un document de l'EZLN de 1996— est pour l'histoire et le mauvais gouvernement propose l'oubli. Nous luttons pour prendre la parole contre l'oubli, contre la mort, pour la mémoire et pour la vie. Nous luttons par peur de mourir la mort de l'oubli.» On ne saurait mieux dire en si peu de mots sur nos enjeux.

Jamais l'oppression n'a pu annuler entièrement la dignité des vaincus de l'histoire. Leur mémoire est toujours là, saisissable, prête à bondir dans notre présent orphelin. Il suffit de la saisir pour qu'elle nous saisisse. La tâche est inachevée, jamais perdue. Le passé est la seule source d'énergie historique pour affronter ce présent désormais algorithmé, artificialisé, défait, livré à la marchandisation sans fin des corps et des esprits qui nous réduit à l'état de monades concurrentes se livrant, sous l'œil goguenard du Capital, une pathétique guerre de toutes et tous contre tous et toutes.

«Nous sommes l'histoire têtue qui se répète pour ne plus se répéter», dit encore la parole zapatiste. Elle dit aussi : «Nous ne sommes pas d'hier, mais de là d'où nous venons.» Elle dit enfin : «Si l'on combat, c'est-à-dire si l'on rêve.»

Si l'on combat, c'est-à-dire si l'on rêve... La transition vient de la forêt Lacandone, de ce Chiapas où Marc Tomsin, éditeur-voyageur et anarchiste aux semelles de vent, a beaucoup bourlingué. On ne dira jamais assez en quoi ce Chiapas en rébellion alimenta, au sortir de la sinistre décennie des années 1980, le retour de cette part du rêve émancipateur que le capitalisme total, totalisant et totalitaire avait cru voir anéanti, en l'an 1989, avec la chute de l'autre capitalisme, celui d'État qui, lui, croyait en avoir fini depuis jadis et pour longtemps avec l'idée même de révolution. Cultiver l'imaginaire d'une vie pensée et vécue en dehors ou le plus en marge du capitalisme a toujours été central, nous dit Alain Pessin, dans *La rêverie anarchiste (1)*. Non pour s'y évader au pays d'Utopie, mais pour se forger une identité d'en-dehors du monde réellement existant et humainement révoltant qui nous accable. Cette idée de sécession offensive réapparaît aujourd'hui dans les luttes. Elle se décline sous différentes partitions : la brèche ou la faille à agrandir, la lutte contre les mégaprojets de destruction des communs, l'occupation de territoires d'expérimentation collective, la restauration du vivant partout où cela est possible. Comme réapparaît, sur un autre plan, le désir de redonner sens, de ma-

nière consciente ou inconsciente, à cette idée majeure de la rêverie anarchiste des premiers temps du mouvement ouvrier auto-organisé, à savoir son aspiration à ne dépendre que de ses propres capacités collectives d'action directe et d'autonomie de décision.

«L'anarchisme —écrivait Alain Pessin— pénètre dans la durée sociale par percées passagères, et s'en efface pour resurgir spontanément après de longues années d'absence. C'est là son bonheur historique que cette éternelle jeunesse, qui tient au fait d'être œuvre d'imagination d'abord, et construction politique seulement ensuite, et parfois.» Cette rêverie ne ferme jamais aucune fenêtre de tir. Et c'est bien comme ça. À chaque poussée de fièvre sociale, à chaque remontée d'espoir d'émancipation, à chaque aventure émeutière, à chaque retour d'insurrection, elle surgit du passé pour nourrir un présent en mouvement qui fait trou dans le temps homogène des soumissions et des servitudes volontaires. Il suffit, en fait, d'un détail, d'un désir rallumé, d'un chavirement de l'âme, d'un vagabondage de l'esprit pour que, de nouveau, le feu soit mis à la plaine des consentements, des compromissions et des abandons. Il suffit, oui, d'un détail pour que se réveille la rêverie anarchiste. Ici ou là, toujours dans l'ailleurs des théories toutes faites, des plans élaborés, des réalités objectivables. Cette rêverie est faite de trames qui participent toutes d'«un art de la rupture et du ressaisissement», comme disait encore Alain Pessin. Rupture indéfiniment rejouée et ressaisissement de l'être qui se reprend. Infiniment et dans l'«écart absolu» (Fourier) d'une «proclamation sans fin d'indépendance mentale» (Owen) contre l'ordre d'un monde sans âme ni rêves.

**Freddy GOMEZ**

– À contretemps / Odradek-« Digressions » / novembre 2023 –  
[<http://acontretemps.org/spip.php?article1024>]

(1) Alain Pessin, *La Rêverie anarchiste 1848-1914*, Lyon, Atelier de création libertaire 1997

**«C'est en cherchant l'impossible que l'homme a toujours réalisé le possible. Ceux qui se sont sagement limités à ce qui leur paraissait le possible n'ont jamais avancé d'un seul pas.»**

**Michel BAKOUNINE**

## NON AU SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

**A** PARTIR de la rentrée prochaine le Service national Universel devrait être obligatoire pour les 800 000 garçons et filles, après la classe de 3ème, donc des mineurs âgés de 15 ou 16 ans. S'il leur prenait la conscience de refuser, d'objecter, ils ne pourraient plus passer le bac ni le permis de conduire, et ne pourraient plus s'inscrire dans l'enseignement supérieur ni se présenter à un concours de la fonction publique ! Un délinquant avec casier judiciaire !

Le SNU c'est 15 jours, en internat, et 15 jours auprès d'une association ou d'une collectivité, chez les pompiers, dans la police ou la gendarmerie, pour y accomplir une mission d'intérêt général, dans son département. Un TIG, une punition !

Le SNU devient obligatoire malgré sa remise en question et son exercice parsemé de graves dysfonctionnements : en 2021, bien que cette punition soit interdite trois jeunes en SNU sont contraints d'effectuer des pompes sur du gravier. La pédagogie et l'armée ! En 2023, 17 jeunes sont hospitalisés après une petite balade à 2000 mètres d'altitude vers Gap. Ils souffraient d'insolation et de déshydratation. Le soin et l'armée ! En 2023 toujours, quatorze jeunes sont soudainement pris de vomissements lors d'un « séjour de cohésion » organisé dans le cadre du SNU, dans le sud des Deux-Sèvres, suite à leurs déshydratations !

Question budget, le financement du SNU est pris dans la caisse du Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative. Avec la généralisation du SNU, il est question d'au moins 1,5 milliard d'euros par an ! De l'argent il y en a, mais ça dépend pour quel projet !

Le SNU n'est que la conséquence logique d'un processus où l'État, sous l'œil passif des syndicats de profs, n'a cessé d'ouvrir l'école à l'armée et à la police depuis 1982, en venant parler de drogue, de délinquance et de ce beau métier qu'est celui de donner la mort.

Il s'agit pour le gouvernement, qui place l'armement et la guerre comme l'une de ses premières économies, de fabriquer dès le plus jeune âge de bons petits soldats qui se tiendront sages et disciplinés. Par brigades de 200 jeunes, encadrées par l'armée, la gendarmerie ou la police nationale, ils et elles feront l'expérience des réveils aux aurores, des levées de drapeau, des chants guerriers, du port de l'uniforme, des parcours du combattant, des raids commando, endoctrinement des jeunes avec des débats policés sur la sexualité et l'environnement, des bienfaits de l'ordre, du respect des règles, de la loi, de la nécessité du nucléaire et des flashball... avec une seule heure de temps libre par 24h. Tout gouvernement autoritaire a besoin d'une jeunesse soumise qui ferme sa gueule et qui s'exécute pour défendre de gré ou de force le système libéral en place. Le SNU en est l'un des apprentissages !

Le budget de l'armée ne cesse d'augmenter au détriment de secteurs essentiels, vitaux, détruisant les communs pour renforcer toujours plus les nantis qui nous gouvernent. Le renforcement de la militarisation vise à banaliser encore plus le rôle et la présence de l'armée dans les rues, dans la propagande, lors des répressions des mouvements sociaux, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde.

**Nadia M**

### Petite fable au milieu des tours

**D**ANS CE MONDE de violentes inégalités, les profiteurs du système ont une terreur : que la foule immense des dépossédés ait un jour conscience de sa force, car alors elle pourrait les balayer d'un simple revers de la main. Il faut donc la convaincre d'une fable, l'égalité des chances : si tes enfants travaillent bien à l'école, tu pourras t'élever dans l'échelle sociale à travers leur réussite, et peut-être même nous rejoindre au banquet des nantis.

C'est ainsi que les parents d'une enfant, dès sa naissance, lui tracèrent un chemin d'excellence. Sa seule voie pour obtenir des marques d'intérêt de leur part fut celle de la

réussite scolaire. Que n'aurait-elle fait pour mériter cet amour, dont elle, peut-être plus encore que les autres enfants, avait besoin. Prisonnière de ce projet, son jeune cœur étouffé, elle conjugua longtemps la réussite scolaire à la popularité d'une enfant dont la gentillesse et la gaieté attirait ses camarades, et que ses enseignants appréciaient, ne voyant en elle que ses résultats brillants et sa remarquable maturité.

Mais ce n'était jamais assez pour ce père obnubilé par son projet de "réussite sociale", et le moindre écart à l'excellence était l'objet de lourdes critiques, alimentant sa blessure profonde, ce besoin d'amour

infini, que ses géniteurs ne savaient pas satisfaire. Les années passant, elle quitta le cadre un peu rassurant des écoles primaires, pour entrer dans le monde plus impersonnel de l'enseignement secondaire. Si ses amis du collège l'adoraient, elle ne trouvait pas son compte parmi des adultes qui ne disposent pas du temps de personnaliser vraiment leurs relations avec les très nombreux élèves dont ils ont la charge. Sa gaieté apparente cachait son désespoir, qui la conduisit sur le chemin du vide, à l'heure de midi, un vendredi de février 2009, au milieu des hautes tours du 13<sup>e</sup> arrondissement.

**Ferdinand**

«Israël-Palestine», ça commence mal quand on oppose deux entités aussi vagues.

En Israël, il y a un gouvernement, des partis qui se disputent le pouvoir, un peuple qui n'en peut plus du gouvernement actuel avec sa politique d'exclusion et de spoliation à l'encontre d'une partie de ce peuple.

Dans les territoires palestiniens, il y a ce que certains appellent le Hamas et l'Autorité palestinienne. Ces deux "petits" États ont tout d'un grand, surtout dans la volonté de contrôler "leurs" populations qui n'ont plus la possibilité de voter ni de manifester.

Ces deux peuples ont donc quelque chose en commun, qu'ils partagent d'ailleurs avec tous les peuples de la terre : ils sont victimes de l'État qui prétend les représenter et les protéger.

Certes le gouvernement israélien est largement influencé par l'extrême-droite, ce qui aggrave une situation déjà odieuse pour les Palestiniens. Mais cette souffrance révoltante ne peut excuser une violence aveugle en retour. Se placer dans une telle logique terroriste, c'est estimer que la fin justifie les moyens, ce qui a toujours été la base des dictatures, y compris celles qui se prétendaient du prolétariat.

Tous les extrémistes prétendent expliquer leurs actes par la violence adverse. Au besoin ils la provoquent pour qu'elle soit encore plus brutale, ce qui leur permettra de justifier plus encore leur stratégie. Ceci convient parfaitement à tous les États, qui se nourrissent à leur tour de ce qu'ils nomment terrorisme, pour accentuer le contrôle et la répression sur "leurs" propres populations.

Révoltant d'un point de vue moral et stupide d'un point de vue stratégique, cela prépare des lendemains qui chantent les hymnes nationalistes et leurs cortèges de morts.

Le Hamas a donc besoin d'un État d'Israël qui soit toujours plus autoritaire et violent, qui accentue la spoliation du peuple palestinien. Mais Netanyahu a lui aussi besoin des extrémistes palestiniens pour composer un gouvernement qui lui permette de se maintenir à sa tête, et accessoirement échapper ainsi à la justice. Ce n'est pas lui, ni son gouvernement, qui vont se plaindre du terrorisme, qui leur permet d'asseoir leur position grâce à la fameuse union sacrée, pour parvenir à museler "démocratiquement" toute opposition.

Si nous sommes donc solidaires du peuple palestinien qui subit une intolérable violence, cela ne vaut pas pour ceux qui prétendent le représenter tout en menant des attaques dont ils connaissaient les actuelles conséquences. Nous ne serons jamais solidaire d'un gouvernement, quel qu'il soit. Et nous n'oublions pas non plus le peuple israélien, où juifs et palestiniens souffrent ensemble des violences exercées par "leur" gouvernement fauteur de guerres et de massacres.

Francois CHALÉAT

En cette année olympique, juste un petit florilège de citations tirées des écrits de Pierre de Coubertin pour notre édification.

*«Les races sont de valeur différente et à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance».*

*«Il y a deux races distinctes, celle au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée et celle des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. Eh ! bien, c'est dans les collèges comme dans le monde : les faibles sont écartés, le bénéfice de cette éducation n'est appréciable qu'aux forts».*

*«Une petite olympiade femelle à côté de la grande olympiade mâle. Où serait l'intérêt ? [...] Impratique, inintéressante, inesthétique, et nous ne craignons pas d'ajouter : incorrecte, telle serait à notre avis cette demi-olympiade féminine. Ce n'est pas là notre conception des Jeux olympiques dans lesquels nous estimons qu'on a cherché et qu'on doit continuer de chercher la réalisation de la formule que voici: l'exaltation solennelle et périodique de l'athlétisme mâle avec l'internationalisme pour base, la loyauté pour moyen, l'art pour cadre et l'applaudissement féminin pour récompense».*

*«Le jeune sportsman se sent évidemment mieux préparé à partir à la guerre que ne le furent ses aînés et quand on est préparé à quelque chose, on le fait plus volontiers».*

*«Dès aujourd'hui, je veux remercier le gouvernement et le peuple allemands pour l'effort dépensé en l'honneur de la onzième olympiade»*

*«Comment voudriez-vous que je répudie la célébration de la XI<sup>e</sup> Olympiade ? Puisque aussi bien cette glorification du régime nazi a été le choc émotionnel qui a permis le développement qu'ils ont connu».*

Sans commentaire...

(citations tirées de l'article Wikipédia consacré à ce triste personnage)

**régénération**

En hommage au journal fondé en 1900 au Mexique par Ricardo Flores Magón.

Bulletin trimestriel et saisonnier, mais asynchrone de l'association GERMINAL 30 rue Didot 75014 Paris  
regene@riseup.net

Ont participé à ce numéro : Sarah LETOUZEY, [Iro], Gilets Jaunes Paris-Sud et Belleville, Freddy GOMEZ, Nadia M, Ferdinand, Façois CHALÉAT, Toni ROUVEL

**V**ÉRITABLES SERVICES d'action psychologique de l'État et du Capital, les média dominants se livrent à un intense et permanent bombardement idéologique sur les célèbres «cerveaux disponibles». Le spectacle narratif dont l'objet embrasse les territoires d'Ukraine, de Palestine, d'Iran et de Russie, pour ne citer que les principaux théâtres d'opérations militaires, induit une accoutumance au climat, ainsi banalisé, de la guerre. D'autres récits participent à l'entreprise de manipulation mentale. Le symbolique fétiche qu'est la flamme olympique est récemment entré en scène. Elle débarque à Marseille le 8 mai.

Les Jeux olympiques sont l'un des plus éminents laboratoires de l'esprit de compétition et, comme il est de règle dans les manifestations sportives, un champ privilégié pour la culture du chauvinisme. La crétinisation nationaliste n'est pas loin. Comme à l'accoutumée, le 8 mai sera, sous prétexte de célébration de la fin de la dite deuxième guerre mondiale, l'occasion de la glorification du sacrifice humain pour la «Nation». Française, en l'occurrence qui ici nous occupe.

Le 8 mai garde par ailleurs en mémoire des journées de sang et de mort. Celles d'un massacre, perpétré en 1945 de l'autre côté de la Méditerranée, à Sétif, Guelma et Kherrata, par des forces armées investies de l'autorité de la République, à l'encontre de manifestations pacifiques au cours desquelles avait été arboré quelque drapeau en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Couverte par une active mésinformation, la répression se poursuivit plusieurs semaines durant. Concernant le nombre de victimes, les estimations les

plus récentes se situent entre 5000 et 30 000 morts. Se déroulant en territoires colonisés, voilà des faits en étroite ressemblance avec ceux de la semaine sanglante qui 74 années auparavant avaient baigné du sang des communards la capitale de la métropole. Ce fut le fait, alors et là aussi, de l'armée de la République, punissant féroce une population avide de dignité et de liberté. Coloniale ou intérieure, l'oppression et l'exploitation des classes soumises au travail forcé, obéit aux mêmes règles. Faut-il rappeler que le général Cavagnac, massacreur des ouvriers parisiens en juin 1848, avait fait ses premières armes contre les populations autochtones d'Algérie où il inaugura la pratique des criminelles enfumades ?

Dans une Afrique souffrant d'insuffisances alimentaires, les crédits alloués à la construction d'installations sportives ne sont pas rares. À deux millénaires de l'impériale Rome qui prodiguait «du pain et des jeux», la recette fonctionne toujours. Les écoles de guerre prospèrent, les marchands d'armes aussi et les champs de bataille s'étendent. Les institutions sportives, dont l'organisation des Jeux olympiques, participent à l'embrigadement et au formatage militaire de la société mondiale. La guerre à la guerre, pour en finir avec la dévastation des aptitudes humaines à créer l'harmonie de vie, passe par la paralysie de leurs manifestations. Abandonnée en faveur de « l'Union sacrée » des exploités et de leurs maîtres en août 1914 par une CGT déjà gagnée à la tolérance active du *statut quo*, la grève générale universelle doit être remise à l'ordre du jour comme objectif à atteindre.

### Lectures vivrières

Dans les années 1970 en France, le MLF a attaqué avec force le rôle social imposé aux femmes par le patriarcat et le capitalisme sur la base de leur sexe biologique. Mais ce rôle, rebaptisé "genre", est devenu depuis une "identité" reposant sur le seul "ressenti" des personnes : il suffirait de se déclarer femme pour en être une. Pareille thèse est soutenue par des courants féministes "intersectionnels", et propagée à la fois par des élites politiques et intellectuelles ainsi que par divers milieux militants. Quiconque se risque à la contester peut être insulté ou menacé par des "transactivistes", voire poursuivi



pour "transphobie" devant les tribunaux.

Il est pourtant urgent de dépasser les thèses sur le genre issues du post-modernisme — ce courant de pensée qui a contribué à forger avec le "néo-libéralisme", dans les années 1980, une idéologie valorisant les "classes moyennes" et leur style de vie afin de conforter l'ordre établi.

Ce livre a donc pour objet — par la critique de la "théorie queer" et des analyses intersectionnelles qu'il propose — de resituer la lutte féministe dans une perspective clairement antipatriarcale et anticapitaliste.